

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : BILLAZ, René

Titre : « Technologies, emploi et stratégies de développement agricole. Quelques réflexions à partir d'expériences récentes », *Revue Tiers-Monde*, n°54, pp.229-260

Editeur : PUF, Vendôme

Date : Avril-Juin 1973

TECHNOLOGIES, EMPLOI ET STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT AGRAIRE

Quelques réflexions à partir d'expériences récentes

par René BILLAZ*

Notre réflexion part de la préoccupation suivante : la révolution verte est-elle compatible avec une politique d'emploi et d'augmentation de la productivité du travail des masses paysannes ? Nous voudrions apporter à la discussion de ce thème quelques éléments de réflexion que la participation à diverses expériences de « développement agricole » en Afrique et en Amérique latine nous a suggérés.

Nous examinerons donc, au préalable, quelques considérations méthodologiques qui permettent de situer le problème, pour comparer par la suite trois stratégies de développement et particulièrement leurs implications concrètes sur les développements agricoles, à savoir celle de la croissance excentrée dépendante (stratégie « libérale »), celle de la voie « réformiste » et celle qui se veut anti-impérialiste et autocentrée. Nous souhaiterions amorcer ainsi une réflexion concrète sur les contraintes qu'imposent aux expériences de développement les infrastructures matérielles héritées de la dépendance. Il nous apparaît, en effet, particulièrement dans le cas des expériences d'orientation socialiste, mais « frontières ouvertes », que ces contraintes sont souvent très largement sous-estimées (nous pensons en particulier à l'Algérie et au Chili actuel).

Première Partie. — TROIS ÉTAPES MÉTHODOLOGIQUES DE L'APPROCHE DES PROBLÈMES D'EMPLOI ET DE PRODUCTIVITÉ DANS L'AGRICULTURE

Quand on aborde les problèmes d'emploi et de productivité dans les politiques agricoles, on n'échappe pas à se poser les questions suivantes :

— *produire plus* :

Pour quel marché ? — Sur quelles terres ? — Avec quel capital ?

— Avec quelle technologie ?

* Agronome, I.R.A.M.

— offrir plus d'emplois :

A qui ? — Dans quelles structures de production ? — Dans la production agricole ou dans les industries en amont et en aval ? — Dans quelles conditions de productivité (et donc de technologie) ?

Or toutes ces questions renvoient à la compréhension des structures sociales dans et hors de l'agriculture. C'est pourquoi nous proposons trois étapes méthodologiques distinctes pour cette analyse.

*Caractérisation des types d'agriculture
(c'est-à-dire des structures agraires)*

Pour pouvoir établir un diagnostic relativement réaliste d'une situation agraire, on n'échappe pas à la nécessité d'une analyse structurale qui aille au-delà d'une description aussi sommaire qu'agriculture traditionnelle et agriculture moderne (pour ne prendre qu'un exemple de concepts imprécis et peu opératoires). Il faudra donc pouvoir caractériser les différents types d'agriculture qui coexistent et les rapports qui s'établissent entre eux. M. Gutelman (1) a fait une intéressante critique des modèles utilisés couramment et a proposé lui-même un schéma d'analyse qui constitue déjà une base intéressante qu'il conviendrait de pouvoir instrumentaliser et développer. Pour notre part, nous avons tenté d'utiliser les critères employés par Lénine (2) pour différencier les types d'agriculture, sur la base des exploitations. Ces critères sont :

- le degré de spécialisation des productions pour le marché (et la nature de ce marché, interne ou externe);
- le degré et la forme de l'intensification et de la capitalisation;
- la nature de la division sociale du travail (forme d'appropriation et d'utilisation du surplus — s'il y en a un — résultant de la production).

On peut ainsi distinguer plusieurs types d'agriculture dont on pourrait dresser une liste sommaire :

1 et 1 bis. L'agriculture dérivée des économies lignagères;

(1) M. GUTELMAN, Description des structures agraires et formalisation des rapports sociaux en agriculture, *Etudes rurales*, Paris, janv.-mars 1971, n° 41, 15/68.

(2) LÉNINE, *Œuvres*, Paris, Ed. Sociales, 1960-1969, en particulier : Capitalisme et agriculture aux Etats-Unis d'Amérique (1917), t. 22, pp. 13-108; Le développement du capitalisme en Russie (1908), t. 3, pp. 7-641.

2. L'agriculture d'économie familiale « minifundiste » peu ou pas marchande;
3. L'agriculture d'économie familiale marchande;
4. L'agriculture latifundiaire, héritière de formes coloniales de production;
5. L'agriculture capitaliste nationale;
6. L'agriculture capitaliste d'enclave (les plantations étrangères).

Le tableau ci-contre schématise les caractéristiques principales de ces six catégories; il importe de souligner qu'elles ne sont que des catégories de références, les situations concrètes répondant souvent à des formes de transition. Pour l'essentiel, il importe de situer les types d'agriculture devant lesquels on se trouve par rapport à ces catégories, dont il existe des exemples caractéristiques dans de nombreux pays.

La liaison avec le marché, qui est un des éléments déterminants de la genèse de ces types d'exploitation, peut être représentée de la façon suivante :

Exemples représentatifs

Marché extérieur (international) :

- | | |
|---|---|
| 1 bis. Agriculture d'économie lignagère, incorporée au marché international | Production sorgho (ou mil) et coton chez les Sara du Tchad
Production arachide-mil chez les Wolof au Sénégal |
| 4. Agriculture latifundiaire, héritière de formes coloniales de production | « Haciendas » d'élevage en Amérique latine |
| 6. Agriculture capitaliste d'enclave | « Plantations » de fruits ou canne à sucre, au Pérou avant 1968, ou en Amérique centrale |

Marché intérieur (national) :

- | | |
|--|---|
| 3. Agriculture d'économie familiale marchande | Petite agriculture maraîchère des pourtours urbains |
| 5. Agriculture capitaliste nationale | Fundos d'élevage intensif ou de polyculture du Chili, du Venezuela ou du Mexique |
| 1. Agriculture d'économie lignagère, autarcique | Production céréalière et de tubercules alimentaires à Kédougou (Sénégal oriental) |
| 2. Agriculture d'économie familiale, autarcique ou semi-autarcique (1) | Minifundistes chiliens et de l'altiplano andin |

(1) Il peut y avoir vente d'une partie du stock de vivres, afin de se procurer de l'argent pour faire face à des besoins « incompressibles » (vêtements, huile, savon...). Il convient alors de parler non pas d'économie autarcique, mais d'économie de subsistance incorporée de force au marché (la vente vient en effet au détriment du stock minimal annuel de vivres pour la famille).

Ces mêmes types d'agriculture se différencient, pour ce qui est du caractère de l'intensification et de la capitalisation, de la façon suivante :

Types d'agriculture — Caractère de l'intensification et de la capitalisation

	Intensification			Capitalisation	
	Travail	Capital	Prod.	K/ha	Techn.
Agriculture d'économie lignagère ..	*	*	*	*	*
Agriculture familiale minifundiste ..	**	*	*(*)	**	*
Agriculture familiale marchande....	***	**	**	**	*(*)
Agriculture latifundiaire	*	*(*)	*	*	*
Agriculture capitaliste nat.	*	**(*)	**(*)	***	***
Agriculture capitaliste d'enclave ...	*(*)	***	***	***	***

* faible ** moyenne *** forte

Nous distinguons :

- l'intensification travail (journées travaillées/ha/an);
- l'intensification capital (utilisation matières premières, matériel et animaux/ha);
- l'intensification produit (val. prod./ha);
- en caractérisant trois degrés * faible, ** moyenne, *** forte;
- la capitalisation/ha (en valeur de capital fixe amorti) classée en *, **, ***, le niveau technologique du capital existant, classé en *, **, ***, en nous référant au cheptel mort et vif, aux infrastructures et aux plantations.

Pour ce qui est de la division sociale du travail, le schéma ci-dessous permet d'en approcher les formes très diverses que l'on rencontre.

Nous utilisons un schéma dans lequel on établit la relation existante entre la force de travail, les moyens de production, le produit et le surplus (1).

Le fait que le travailleur contrôle physiquement l'usage et la destination des moyens de production, du produit et du surplus est représenté par un trait plein (———).

Quand le travailleur est séparé de ses moyens de production, ou qu'il n'est propriétaire ni du surplus ni du produit, la relation est représentée par un trait discontinu (- - - - -).

(1) Ce dernier étant défini :

- dans le cas d'une économie peu ou pas monétarisée, comme l'excédent de production par rapport aux besoins alimentaires des travailleurs et de leurs familles;
- dans le cas d'une économie monétarisée, comme l'excédent monétaire existant après rémunération de la force de travail et constitution des fonds nécessaires au renouvellement du capital usagé (amortissement).

S'il n'existe pas (physiquement ou monétairement) de surplus, on utilise un trait pointillé (- - - - -).

Types d'agriculture — Division sociale du travail

	Organisation sur une base		Rapports entre Travail	
	Familiale	Extra-Familiale	Produit	Surplus
Agriculture d'économie lignagère	*	—	Autarcique (1)	Incorporée Economie marché (2)
Agriculture familiale minifundiste	*	—	Propriétaire (3)	Fermier ou métayer (4)
Agriculture familiale marchande	*	—	Propriétaire (3)	Fermier ou métayer (4) (Rente foncière)
Agriculture latifundiaire	—	*	(5)	(Travail obligatoire)
Agriculture capitaliste	—	*	(6)	(Plus-value)

(1) Il n'y a pas de surplus.

(2) Il existe un surplus (production marchande) qui échappe partiellement aux travailleurs (rapports prix-impôts).

(3) Il n'y a en principe pas de surplus (ou bien il est très faible).

(4) La rente foncière, s'il n'y a pas de surplus, absorbe une partie du produit nécessaire à l'alimentation familiale.

(5) Il existe un surplus.

(6) Une partie du surplus, et éventuellement du produit, est transférée sous forme de rente foncière.

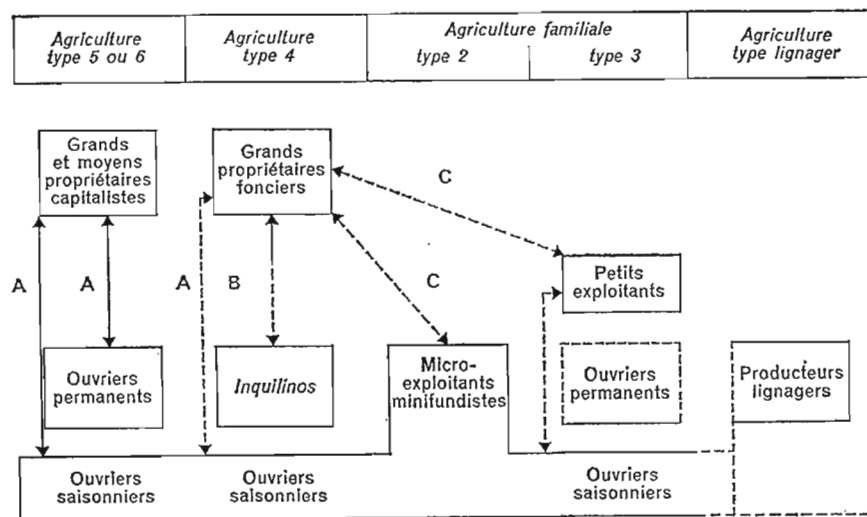
(7) L'inquilino ne dispose que de sa parcelle et de la production qu'elle lui fournit pour sa subsistance.

(8) Le travailleur salarié est totalement séparé de ses moyens de production, du produit de son travail et du surplus.

Mais ce qui importe, au-delà des données économiques (et, à la limite, physiques) qui permettent de différencier les types d'agriculture, c'est de mettre en évidence les groupes sociaux qui les constituent, les rapports sociaux qui s'établissent entre eux et leur origine historique. Il est trop évident que les situations que nous observons ne sont pas apparues spontanément; elles résultent d'une dynamique sociale antérieure. Il faut donc la connaître, car elle est non seulement inscrite dans les paysages et les relations économiques actuelles, mais elle est aussi profondément enregistrée dans les consciences des acteurs sociaux, et de l'interprétation qu'ils en donnent résultera l'orientation des décisions (individuelles ou collectives, quelles qu'elles soient) qu'ils prendront.

C'est pourquoi il importe tout d'abord d'identifier les catégories sociales présentes à l'intérieur de ces types d'exploitation, ce que nous pouvons tenter à partir de schémas de l'ordre de celui que nous proposons ci-dessous.

Dans les exploitations agricoles du type 5 et 6 (capitalisme agraire national ou d'enclave), on trouve une relation du type salarial absolu



- A = Relation salariale.
- B = Relation précapitaliste (inquilinage).
- C = Fermage ou métayage (sauf le cas de propriétaires exploitants).

Les traits continus correspondent à une relation obligatoire, les traits pointillés à des relations facultatives.

entre les propriétaires des moyens de production et les ouvriers agricoles, le surtravail étant approprié sous forme de plus-value. Il importe toutefois de bien différencier les ouvriers permanents et les saisonniers, car leur statut social (sécurité de l'emploi, avantages sociaux) et leur niveau d'organisation (syndicale) sont très différents, et ceci malgré le fait que l'apport de travail saisonnier (en journées totales au cours d'un exercice) puisse être très important.

Dans les exploitations de type latifundiaire, à un stade encore proche de leur modèle d'origine (agro-exportateur, avec des relations de travail précapitalistes), le travail permanent est fourni par des *inquilinos*, gratuitement, en échange d'une « ration de terre » qu'ils cultivent pour assurer leur propre subsistance. C'est typiquement une forme précapitaliste de relation de production. Les ouvriers saisonniers, quand il y est fait appel, sont, soit des membres de la famille des *inquilinos* eux-mêmes, soit des travailleurs venus de l'extérieur. Dans ce cas, la rémunération est de type salarial.

Les exploitations familiales connaissent des situations très différentes suivant qu'il s'agit de petites ou de micro-exploitations.

Dans le premier cas, l'exploitation dispose de terre et de capital en quantité suffisante pour assurer du travail à tous les membres de la famille et un revenu qui n'oblige pas à se prolétarianiser. Suivant le cas, le niveau de développement est suffisant pour que soit engagée de la main-d'œuvre saisonnière et, éventuellement, permanente. Toutefois, le gros du travail productif est réalisé par les membres de la famille. Au cas où l'exploitant n'est pas propriétaire de la terre, il est en relation de fermage ou métayage avec les grands propriétaires fonciers qui lui prélèvent donc une partie de son surplus, en nature (ou équivalent monétaire du produit, qui reste le terme de référence).

Dans le cas des minifundistes, la situation est toute différente : même quand ils sont propriétaires de leurs terres et autres moyens de production (ils ne sont alors pas soumis à fermage ni métayage), ils ne disposent pas de moyens suffisants pour assurer aux membres de leurs familles un emploi permanent avec une productivité du travail suffisante. Ils doivent donc s'employer comme ouvriers saisonniers, si et quand il y a une offre d'emploi. Leur situation est donc celle de « marginaux » semi-prolétaires. Il importe de souligner que la majorité des ouvriers saisonniers (des agricultures de types capitaliste et latifundiaire) sont d'origine minifundiste (ou, en Afrique, ils proviennent de l'agriculture « tradi-

tionnelle » de type lignager — cas des Mossi voltaïques travaillant dans les plantations capitalistes de Côte-d'Ivoire).

Par référence à la notion marxiste de modes de production, nous pourrions dire que les catégories 5 et 6 sont évidemment caractéristiques du mode de production capitaliste, que les catégories 4 et 2 représentent le mode de production agro-exportateur (1) avec son complément, le *minifundio*, que la catégorie 3 s'apparente à la petite production marchande et enfin que la catégorie 1 est l'héritière plus ou moins altérée par la pénétration de l'économie marchande de l'éventuel mode de production africain (2) (le mode de production asiatique n'étant semble-t-il plus représenté actuellement, même dans les Andes, depuis l'effondrement de l'Empire Inca sous la pression coloniale) (3).

En tout état de cause, ce qu'il importe de bien mettre en évidence, ce sont les rapports entre les catégories (ou classes) sociales en présence : rapports économiques pour une part, rapports en tant que groupes (organisés ou non) d'autre part. A titre du premier, il convient de considérer :

- l'importance des moyens du capital mis en jeu dans la production (capital/ha, terre et capital/travailleur);
- l'existence ou non d'un surplus : en termes physiques, pour les exploitations qui assurent l'auto-alimentation de leurs travailleurs et, en termes monétaires, particulièrement pour celles qui produisent pour le marché et qui connaissent une division du travail relativement avancée;
- l'appropriation et l'utilisation sociale qui est faite de ce surplus (investissements productifs dans l'exploitation, consommation somptuaire, transferts hors du secteur agricole...).

Au titre des rapports non directement économiques, il importe de prendre en compte :

- le degré d'organisation (syndicale, corporatiste, coopérative, politique...) des groupes en présence;
- les liaisons que ces organisations entretiennent avec des organisations de même ordre en dehors du secteur agricole;

(1) Voir Y. GOUSSAULT, *Crise et réforme des structures agraires. Le cas chilien et ses applications méthodologiques*, Paris, 1972, thèse.

(2) Voir C. COQUERY-VIDROVITCH, Recherches sur un mode de production africain, in *La Pensée*, Paris, avril 1969, n° 144, p. 61-78.

(3) Voir M. GODELIER, Qu'est-ce que définir une formation économique et sociale? — L'exemple des Incas, in *La Pensée*, Paris, oct. 1971, n° 159.

- les objectifs qu'elles se sont fixés;
- les rapports qu'elles établissent entre elles (alliances, conflits...);
- le comportement social des non-organisés.

Il est en effet essentiel de déterminer quels sont les groupes sociaux qui sont susceptibles (par la disposition qu'ils ont des moyens de production (terre et capital), le contrôle qu'ils ont du marché et l'appropriation des surplus qu'ils réalisent) de prendre les décisions concrètes — en matière d'investissements, de choix technologique ou d'orientation de la production — qui vont être déterminantes en matière de productivité et d'emploi. Le cas des structures agraires au Chili en 1965 nous permet d'illustrer ce point; à cette date, plus des deux tiers de la S.A.U. étaient entre les mains des propriétaires latifundiaires qui n'avaient pas fait leur reconversion au marché intérieur après l'effondrement des marchés extérieurs après 1929. Mais presque la moitié du capital foncier (terre exclue), 40 % du cheptel bovin, 47 % des volailles et la moitié du parc du matériel moderne se trouvaient concentrés entre les mains des capitalistes agraires qui produisent essentiellement pour le marché intérieur, qu'ils approvisionnent pour plus de 50 % environ, récupérant ainsi les deux tiers du surplus monétaire. Toute politique agraire, et en particulier tout projet concernant l'emploi et la productivité (du sol et du travail), doit se réaliser avec ou contre eux, mais de toute façon en fonction de cet état de fait.

Signification économique et sociale du développement du marché interne

Le développement du marché interne est toujours lié au double processus d'urbanisation et d'industrialisation. On peut apprécier le « défi » qu'il lance aux producteurs agricoles en mesurant le nombre d'habitants non agricoles qu'a à nourrir chaque famille agricole. Ce chiffre varie dans des proportions considérables; c'est ainsi qu'on trouve :

En Chine, en 1950,	0,6
En U.R.S.S., en 1913	0,9
Au Niger et au Tchad, vers 1965, de l'ordre de ..	0,5
En Algérie, en 1960, de l'ordre de	3 à 4
Au Chili, en 1950	12
— en 1970	20
Au Venezuela, en 1970	20
Aux Etats-Unis, en 1967	67

Au-delà de ces considérations démographiques déjà très significatives de l'importance de la demande potentielle de produits alimentaires, il faut pouvoir apprécier :

- le volume de la demande réelle ;
- son rythme d'expansion ;
- sa composition.

Pour les deux premiers aspects, il faut pouvoir analyser le pourcentage de la consommation nationale urbaine qui correspond à l'alimentation. Dans les pays où les statistiques nationales sont relativement abondantes, on peut en avoir une estimation assez satisfaisante, y compris pour disposer de deux données à des intervalles différents, qui permettent d'évaluer le rythme d'expansion de la demande interne.

Ce qui est plus difficile, bien que très important, c'est la connaissance de la structure de cette demande : or, dans les pays du Tiers Monde qui ont connu jusqu'à présent un développement dépendant et donc excentré, la répartition de la V.A. non agricole (et particulièrement industrielle) se fait suivant des taux qui engendrent des distributions de revenus extrêmement dispersées (1). Il s'ensuit l'existence de deux marchés de consommation : celui des classes populaires et celui des classes bourgeoises. Le premier correspond à des tranches de revenus si faibles qu'il n'y a pas de demande possible pour des produits semi-élaborés, et que même la viande y est un produit de luxe. Le deuxième, par contre, porte sur une fraction faible de la population : la demande possible pour cette même catégorie de produits est donc réduite en volume (2). Les possibilités de créer des industries alimentaires nationales assez élaborées (jus de fruit, conserves de fruits et légumes, etc.) sont donc réduites (3).

Il s'ensuit également, toujours dans ce type de développement — ce qui semble être un cas assez général, mais qu'il faudrait pouvoir vérifier pour un nombre suffisant de cas représentatifs — que le développement de la demande interne se fait dans des rapports de prix défavorables

(1) Voir à ce sujet J. BAILLY et P. FLORIAN, *L'exacerbation des contradictions dans les économies semi-industrialisées*, Paris, *Critique de l'économie politique*, avr.-juin 1971, n° 3, pp. 27-45.

(2) Par contre elle peut offrir une assiette suffisante pour des industries de montage d'automobiles ou d'articles électroménagers.

(3) En tout état de cause, c'est donc une analyse de la demande (et des circuits de distribution) par produit, qu'il faudrait pouvoir réaliser.

aux producteurs agricoles (il y aurait une véritable dégradation des termes de l'échange entre les prix des produits agricoles et ceux des matières premières et des équipements nécessaires à l'agriculture).

C'est dire que le caractère de la croissance industrielle et urbaine impose au développement du marché intérieur des conditions très spécifiques qu'il importe de pouvoir analyser. La majorité des pays du Tiers Monde ayant connu précisément (jusqu'à une date relativement récente où certains ont opté pour des voies réformistes ou anti-impérialistes de développement) les conditions imposées par la dépendance, il faut donc en analyser également les sujétions.

Les contraintes de la dépendance sur les développements agraires

C'est une véritable analyse de la place des différentes catégories sociales de production agricole, dans la formation économique et sociale nationale, incluant, comme le dit Samir Amin, ce « grand absent » que sont les bourgeoisies des pays développés dont les intérêts sont à l'œuvre dans le pays (1).

A défaut d'une telle analyse, fort complexe, on peut appréhender quelques aspects essentiels en étudiant :

- les dépendances directes (2) (par les marchés des produits d'une part et par les technologies d'autre part);
- les dépendances indirectes, qui affectent le modèle de croissance.

Au titre des premières, il importe d'examiner :

- quelle est l'importance de la production agricole nationale vendue à l'étranger et à quel type d'agriculture elle correspond (capitaliste d'enclave, agro-exportatrice ex-coloniale ou d'économie lignagère incorporée au marché mondial). Cette importance peut s'apprécier en termes de valeur de la production, de superficie, de capital engagé, de force de travail;
- quels rapports de prix sont ainsi imposés (dégradation des termes de l'échange);
- quelle évasion de capitaux s'opère par les mécanismes de transfert de bénéfices, de remboursements de prêt et d'artifices comptables comme la surévaluation des amortissements;

(1) Voir Samir AMIN, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1971, en particulier Les formations sociales du capitalisme périphérique, pp. 340 sq.

(2) C'est-à-dire qui affectent les développements agraires.

— quelle importance ont les exportations de ces produits dans la balance commerciale et dans la balance des paiements.

On cherche ainsi à mettre en évidence le degré de pénétration du marché international dans l'économie agricole. On ne saurait en effet mettre sur le même pied des pays comme le Chili et le Venezuela, où la production agricole exportée ne représente pas plus de 5 % de la valeur de la production totale, que des pays comme Cuba (vers 1960, le sucre représentait plus du quart de la valeur de la production totale) ou l'Algérie (où, en 1963, pour le vin, les agrumes et les légumes exportés, ce pourcentage était de l'ordre de 20 %).

Mais, toujours au titre des effets directs de la dépendance, il faut aussi prendre en considération :

— le type de technologie employé dans les formes d'agriculture « avancées » (capitalisme national ou d'enclave), c'est-à-dire le coût d'investissement par emploi permanent, ainsi que l'origine de ces biens et équipements (industries nationales ou étrangères).

On constate ainsi le plus souvent une dépendance technologique très élevée, aussi bien en matière d'engrais et de pesticides qu'en matière d'élevage (importations de bétail sélectionné) et de matériel agricole. Or, ces technologies correspondent à des agricultures de pays développés, où les rapports de prix et les disponibilités en main-d'œuvre sont totalement différents.

Enfin, au titre des effets indirects, il faudrait pouvoir établir :

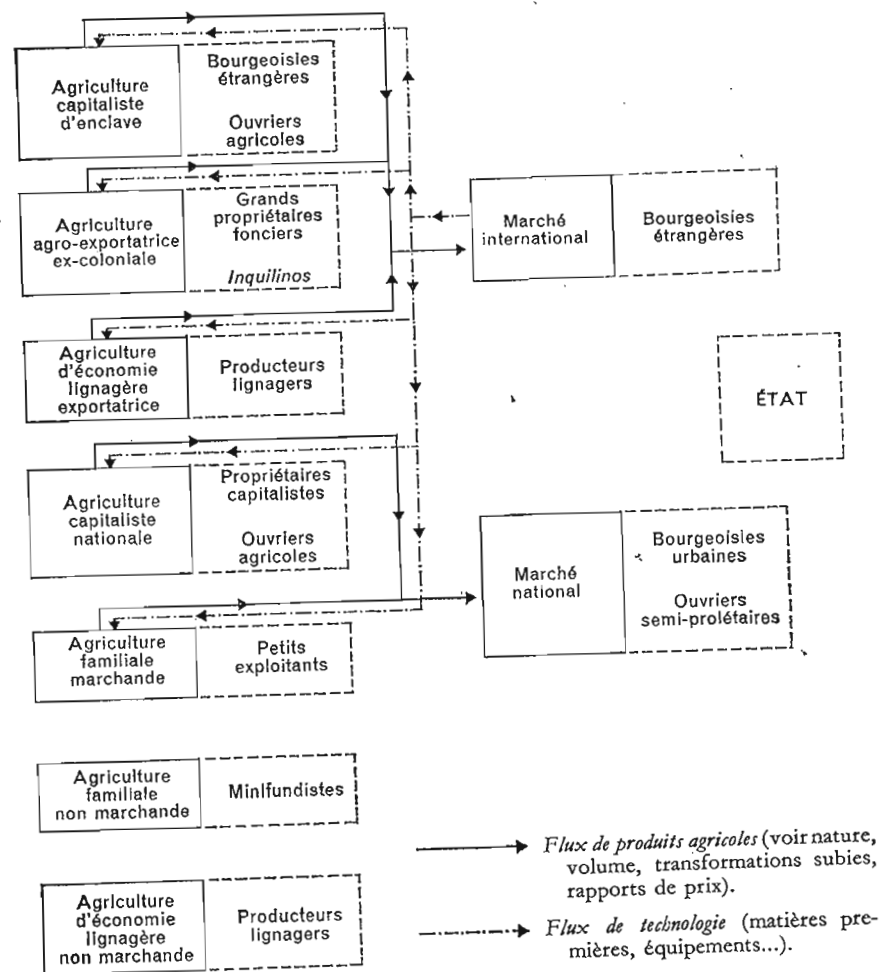
- les caractéristiques de la croissance industrielle; nous en avons parlé au paragraphe précédent, mais il faut aussi prendre en considération les effets des technologies industrielles sur l'emploi; le sous-emploi n'est en effet jamais limité au secteur agricole, il sévit à l'état endémique dans tous les secteurs de chaque société sous-développée dépendante;
- le degré des échanges avec le marché mondial, pour l'ensemble de l'économie nationale (1);
- la crise de la balance des paiements (2) et ses effets sur le financement des investissements correspondant à des équipements importés (et donc sur la formation brute de capital fixe);

(1) Apprécié par exemple par le rapport entre la moyenne des échanges internationaux (exp. et imp.) par rapport au P.I.B.

(2) Voir Samir AMIN, En partant du rapport Pearson; développement et transformation structurelle, *Tiers Monde*, Paris, août-sept. 1972, t. XIII, n° 51, pp. 467-490.

— la crise des finances publiques (1) et ses conséquences sur la capacité de l'Etat à faire des prêts ou des subventions au développement agricole.

Ces quatre aspects (pour ne retenir que ceux-ci, qui ont une incidence considérable sur les développements agraires) sont représentatifs des rapports économiques entre les bourgeoisies étrangères ayant des



(1) *Ibid.*

intérêts dans le pays (ou commercialisant les produits nationaux), les bourgeoisies nationales, l'Etat et les différentes catégories de travailleurs.

Or tout programme agraire visant à augmenter la productivité ou l'emploi (ou les deux) mettra en cause des acteurs sociaux dont les intérêts sont contradictoires : les propriétaires fonciers et les propriétaires capitalistes chiliens auxquels nous faisons allusion à la fin du premier paragraphe n'agissent pas dans un univers social « transparent ». Outre les intérêts, contradictoires avec les leurs, des paysans et des salariés agricoles, il faut compter avec les incidences sur le niveau de vie des classes populaires urbaines de toute augmentation des prix agricoles, et avec les réactions des entreprises non agricoles dès qu'il s'agira de dégager des crédits plus importants pour l'agriculture. Il faut enfin compter avec le poids que représentent les sociétés étrangères qui achètent les produits agricoles nationaux ou qui vendent leurs engrais, pesticides ou matériels agricoles.

C'est dans cet univers complexe que se meuvent les programmes agraires; c'est pourquoi il importe d'essayer d'en comprendre les mécanismes. Le diagramme de la page précédente tente de fixer la position des principaux acteurs sociaux par rapport aux types d'agriculture et aux marchés.

Deuxième partie. — L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ
ET DE L'EMPLOI DANS TROIS STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT

Nous considérerons quelques cas de développements agraires récents, c'est-à-dire portant sur les deux dernières décennies, approximativement.

Depuis les années 1950, on a vu en effet de nombreux pays du Tiers Monde, soit entrer dans la voie des indépendances politiques, soit accélérer un processus d'industrialisation dépendante (suite à la crise des années 1930 et à la deuxième guerre mondiale), soit jeter les bases d'une révolution sociale concomitante à une politique résolument anti-impérialiste.

De façon très schématique, nous voudrions analyser, dans quelques cas qui nous paraissent très caractéristiques, les structures agraires existant au moment où s'amorcent ces voies, et les effets des politiques suivies.

STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT AGRAIRE

En premier lieu, voyons quelle est l'importance relative des différents types d'agriculture.

	1	2	3	4	5	6	7	Importance du marché extérieur ⁽¹⁾	Importance du marché intérieur	Degré d'ouverture aux échanges internationaux
Venezuela :	50	-	+	-	+	+	-	Faible et en régression (café, cacao)	En très forte expansion (riz, viande, lait, coton...)	Elevé
Chili :	50	-	+	-	+	+	-	Faible et en régression (viande, blé)	En forte expansion (blé, viande, lait, légumes)	Elevé
Tchad :	60	-	-	+	-	-	+	Important et en expansion (coton)	Très faible (mil, viande)	Elevé
Sénégal :	60	-	-	+	-	-	+	Important et en expansion (arachide)	Faible, mais en expansion (viande, riz)	Elevé
Algérie :	60	+	-	-	+	+	-	Important (vin, agru- mes, légumes) ⁽²⁾	Important et en expansion (blé, viande, lait, légumes)	Elevé
Chine :	50	-	-	-	+	+	-	Très faible ⁽³⁾ ⁽³⁾	Faible, expansion lente (riz, viande...)	Faible

- 1 = Agriculture capitaliste d'enclave.
2 = — agro-exportatrice ex-coloniale.
3 = — d'économie lignagère produisant pour l'exportation.
4 = — capitaliste nationale.
5 = — familiale marchande.
6 = — familiale non marchande.
7 = — d'économie lignagère non marchande.

⁽¹⁾ Importance des débouchés internationaux pour les produits agricoles nationaux.
⁽²⁾ Disparaît avec l'indépendance, pour être remplacé par l'agriculture socialiste.
⁽³⁾ Dans le cadre des structures sociales proches du féodalisme.

Ces pays partaient donc de conditions radicalement différentes. Ils ont en outre suivi des voies de développement diverses.

Le Venezuela a connu une phase de développement capitaliste intense, sous la dictature Jimenez, suivie d'une décennie de gouvernements réformistes (Betancourt, Leoni, Caldera).

Le Chili a connu jusqu'en 1964 des régimes libéraux, suivis par le régime réformiste de Frei et actuellement par celui, anti-impérialiste, d'Allende.

Le Tchad a suivi une voie très libérale.

Le Sénégal a tenté une expérience réformiste de « socialisme africain ».

L'Algérie a suivi une voie anti-impérialiste d'orientation socialiste.

La Chine, enfin, parcourt le chemin d'un socialisme avancé résolument anti-impérialiste que l'on connaît.

A un titre ou à un autre, ces expériences sont assez représentatives de trois stratégies de développement : libérale, réformiste et socialiste. Sur le plan des relations extérieures, elles correspondent à des politiques d'ouverture délibérée aux intérêts étrangers d'une part, de tentative de contrôle de ces mêmes intérêts d'autre part, d'opposition ouverte enfin.

Essayons d'en dégager les grandes lignes, dans chacun des cas considérés :

Les stratégies libérales

(développement excentré, collaboration ouverte avec les intérêts étrangers)

Du Venezuela (des années 1950-1960), nous recevons un exemple fort instructif des possibilités du capitalisme agraire à faire face à une très forte expansion du marché interne, comme le montrent les chiffres ci-dessous :

Augmentation de la production intérieure

Riz (entre 1948 et 1960)	De l'ordre de 100 %
Maïs (entre 1948 et 1960)	De l'ordre de 100 %
Viande de bœuf (entre 1937 et 1960)	De l'ordre de 80 %
— porc (entre 1937 et 1960)	De l'ordre de 180 %
— volaille (entre 1937 et 1960)	De l'ordre de 280 %
Œufs	De l'ordre de 130 %
Lait	De l'ordre de 110 %

Source : G. PINTO, R. ALEZONES, M. E. de RAVINOVITCH, *Estimación del producto agrícola de Venezuela por los años 1937, 1950 y 1960*, Caracas, C.E.N.D.E.S., août 1969, n° 12.

Le caractère capitaliste de la production ressort nettement en comparant les types d'exploitation qui apportaient l'essentiel de la production en 1948 et 1961. Pour tous les produits importants, on constate qu'une production qui était essentiellement familiale (ou latifundiaire) en 1948,

est maintenant apportée par des entreprises de superficie moyenne, hautement capitalisées (1). Selon Barraclough (2) cite le cas de 119 fermes de la région de Calaboso, d'une superficie de l'ordre de 200 ha, qui fournissent le tiers de la production nationale de riz : elles ne connaissent aucune limitation de crédit (capital moyen par exploitation 750 000 \$, soit 3 750 \$/ha) et n'utilisent qu'une main-d'œuvre réduite au strict minimum (4 travailleurs permanents pour 200 ha, avec riziculture et élevage 1).

Ce type de croissance a permis que l'extraordinaire expansion de la demande nationale ait été satisfaite dans de grandes proportions. C'est, sur le plan de l'économie classique, un succès incontestable. Dans ce cadre, il n'est pas douteux que la révolution verte a déjà à son actif de brillants succès. Le développement agraire capitaliste, partout où il trouve des conditions favorables, est donc susceptible d'être le vecteur de la révolution verte, utilisant avec efficacité les données de la recherche agronomique, élevant dans de très notables proportions la productivité du sol.

Le fait que, dans le contexte du Venezuela de l'époque, ce soit l'agriculture capitaliste qui ait répondu à l'expansion de la demande ne doit pas surprendre : si notre hypothèse des rapports de prix est exacte, la seule possibilité de produire dans des conditions rentables est la diminution des coûts ; il faut donc augmenter les rendements dans des proportions suffisantes pour avoir une marge de bénéfices acceptable. Or l'écologie de plusieurs provinces proches de la capitale y est très propice. Mais cette intensification-capital suppose une mise de fonds initiale dont ne sont évidemment pas capables les paysans, même dans le cadre de l'économie familiale marchande. Ce sont donc des bourgeoisies agraires préexistantes et des bourgeoisies urbaines qui, avec l'aide des crédits de l'Etat, s'installeront comme entrepreneurs agricoles.

Sur le plan de l'emploi, par contre, ce développement agraire capitaliste aura des effets désastreux : il limite en effet l'utilisation de main-d'œuvre au minimum, et réciproquement les paysans ne disposent pas des moyens nécessaires à l'intensification de leur exploitation. On observera donc, parallèlement à la croissance de la production, une aggravation du sous-emploi rural.

(1) Cette évolution est mise en évidence par la comparaison des recensements agricoles de 1948 et 1960.

(2) S. BARRACLOUGH, *Employment Problems affecting Latin American Agricultural Development*, *Monthly Bulletin of Agricultural Economics and Statistics*, Rome, F.A.O., 1969, n° 18.

Esquissant une projection pour la décennie 1970-1980, Barraclough et Shatan (1), pour l'ensemble du continent sud-américain (sur la base des données actuelles en matière de croissance démographique), brossent le tableau suivant :

*Hypothèse d'évolution du secteur « moderne »
et du secteur « traditionnel » entre 1970 et 1980*

	1970	1980	± accroissement annuel (%)
<i>Production agricole :</i>			
Total	100	150	4,1
Secteur moderne	50	92	6,3
Secteur traditionnel	50	58	1,5
<i>Superficie cultivée :</i>			
Total	100	116	1,5
Secteur moderne	30	35	1,5
Secteur traditionnel	70	81	1,5
<i>Force de travail :</i>			
Total	100	116	1,5
Secteur moderne	20	20	0
Avec plein emploi	(17)	(20)	(1,6)
Avec emploi partiel	(3)	(0)	
Secteur traditionnel	80	96	1,9
Avec emploi permanent	(53)	(62)	1,5
Avec emploi partiel	(27)	(34)	2,3
<i>Productivité/ha :</i>			
Moyenne	1,00	1,29	2,6
Secteur moderne	1,66	2,63	4,7
Secteur traditionnel	0,71	0,71	0
<i>Productivité/travailleur :</i>			
Moyenne	1	1,29	2,6
Secteur moderne	2,50	4,60	6,3
Secteur traditionnel	0,625	0,605	0,3

Source : BARRACLOUGH et SHATAN, *op. cit.*

(NOTA. — Le secteur traditionnel inclut *latifundio* et *minifundio*.)

Le schéma ci-dessus correspond à une hypothèse de concentration dans le secteur « moderne » des progrès technologiques; en d'autres

(1) S. BARRACLOUGH et J. SHATAN, *Política Tecnológica y desarrollo agrícola, Cuadernos de la Realidad Nacional*, Santiago, C.E.R.E.N., sept. 1970, n° 5.

termes, dans le contexte du continent, les augmentations de production sont assurées par des exploitations capitalistes. Les accroissements globaux de production (4,1 % par an) seraient susceptibles de représenter, après plusieurs années, une solution significative au déficit chronique dont souffre le continent.

Mais en même temps, la masse des paysans sous-employés et n'ayant qu'une productivité très limitée (elle est déjà, au départ, quatre fois inférieure à celle des travailleurs du secteur moderne) s'accroît, et leur productivité s'abaisse (alors que celle des autres augmente de façon très notoire, le rapport final étant de 1 à 7,5).

Aussi schématique et simplifié que soit ce type de présentation (il conviendrait en effet de différencier les différentes formes d'agriculture regroupées ici sous le vocable « traditionnelle », et d'inclure les exploitations des réformes agraires), il met en évidence à la fois les possibilités qu'offre la forme capitaliste de production, son caractère déjà important et rapidement prépondérant dans le produit agricole total, et les conséquences, en termes d'emploi et de productivité, de ce type de développement sur les masses paysannes « marginales ».

Comme, par ailleurs, le développement concomitant du capitalisme dans l'industrie et le commerce signifie à la fois une prolétarianisation et une marginalisation intenses (1), ce soi-disant progrès économique ne bénéficie pour l'essentiel qu'à des groupes sociaux minoritaires (2).

Il importe d'autant plus d'y prendre garde que les conditions sociales et politiques propices à un développement capitaliste intense ne sont pas indifférentes. Aussi bien pour assurer les conditions de l'accumulation initiale que pour limiter les révoltes sociales que provoquent l'exploitation et la marginalisation, ils sont obligatoirement répressifs vis-à-vis des travailleurs et des paysans : le cas du Venezuela avant 1959, du Pérou jusqu'à l'arrivée de Belaunde Terry et, bien sûr, du Brésil (3) depuis 1964,

(1) Rappelons, en reprenant les chiffres cités par S. BARRACLOUGH dans son article sur l'emploi précédemment cité, qu'entre 1950 et 1965 la production industrielle, dans l'ensemble du continent sud-américain, a crû de 140 % alors que les emplois créés n'ont crû que de 45 %.

(2) Et bien sûr aux intérêts étrangers, omniprésents dans ce type de développement.

(3) Sur la nature et la forme du développement brésilien actuel, on se reportera avec intérêt à : Emile SADER, Sur la politique économique brésilienne : capitalisme sous-développé et dictature militaire, *Critique de l'économie politique*, Paris, avr.-juin 1971, n° 3, pp. 55-67; M. C. FAVARES et S. SERRA, *Mas alla del estancamiento : una discusión sobre el estilo del desarrollo reciente de Brasil*, Santiago, F.L.A.C.S.O., 1971; G. ARROYO, *Consideraciones sobre el subdesarrollo en América Latina*, Santiago, C.E.R.E.N., sept. 1970, n° 5.

sont très significatifs des régimes propices à un développement capitaliste intense (y compris dans le secteur agraire pour le Venezuela et pour les haciendas sucrières du Pérou).

Nous ne nous étendrons pas, pour ne pas alourdir cet article, sur le cas d'un pays où prédomine l'agriculture d'économie lignagère, dans une voie de développement libérale, comme le Tchad. Disons seulement que la forte extension de la culture du coton, qui exige plus de travail/ha que le sorgho ou le mil (près de deux fois plus), aurait pu signifier un double progrès de la productivité et de l'emploi, c'est-à-dire une espèce de « voie paysanne » de la révolution verte.

Mais le double mécanisme de la dégradation des termes de l'échange et de la pression fiscale croissante (cette dernière selon R. Colin (1) arrive à représenter 30 % du revenu monétaire), a donné à ce développement agraire un caractère très différent. Il s'apparente plus à l'ancienne culture forcée — dont il est né sous la domination coloniale : les variations d'emblavure d'une année à l'autre, en fonction des rendements et des résultats financiers, en témoignent clairement. En termes sociaux, on peut penser qu'une grande part du surcroît de travail que représente la culture du coton sert à enrichir les sociétés intéressées à la commercialisation du coton (et des objets manufacturés importés), ainsi que le groupe social des fonctionnaires.

Les stratégies réformistes

Là encore, le Venezuela (à partir de 1959) et le Chili de la période Frei (1965-1970), ainsi que le Mexique peuvent nous servir d'exemples, pour le cas de pays déjà partiellement industrialisés, où le capitalisme agraire avait déjà connu un développement important.

Le premier est à coup sûr parfaitement représentatif : la réforme agraire y a maintenant treize ans d'âge. Née à la suite des mouvements paysans de 1959 (occupations massives de terres par les *conuqueros*) (2) elle intéressa assez rapidement un nombre important de familles paysannes (100 à 120 000, soit le tiers environ du total); installées sur

(1) Roland COLIN, *Mutations sociales et méthodes de développement. Essai sur les dynamiques de changement et l'animation en pays Sara du Tchad*, thèse de doctorat, 3^e cycle en sociologie du développement, Paris, Ecole Pratique des Hautes Etudes, mai 1972. L'auteur analyse en outre avec beaucoup de détails la désorganisation de l'équilibre socio-culturel ancien, suite à l'introduction de la monnaie (et de l'école).

(2) Agriculteurs minifundistes pratiquant encore la culture sur brûlis.

des terres « expropriées » (en fait, dans bon nombre de cas, rachetées aux propriétaires — latifundiaires — dans de très bonnes conditions d'indemnisation), organisées en *asentamientos* sur une base de production parcellaire, elles ne disposent que d'équipements très réduits, et se cantonnent à des productions d'autoconsommation ou aux cultures les moins rémunératrices (maïs), n'exigeant aucun investissement foncier. Le riz, la canne à sucre, le sésame, l'élevage laitier et à viande restent entre les mains de l'agriculture capitaliste qui a, entre-temps, bénéficié de crédits importants et a connu un développement encore très spectaculaire : en 1968, malgré une expansion de la demande interne estimée à 4 ou 5 % par an, la substitution d'importations agro-alimentaires est réalisée pour presque tous les produits (1) (sauf le blé qui ne peut être produit localement).

Le caractère économiquement marginal de la réforme agraire saute aux yeux : 100 000 familles paysannes y ont trouvé une situation sans doute meilleure que celle qu'elles connaissaient auparavant, mais la productivité du sol et du travail reste très faible, et l'emploi très insuffisant (2). Beaucoup d'actifs doivent chercher du travail hors de l'*asentamiento*. D'une façon générale dans le secteur agricole, l'emploi a crû de 0,6 % par an entre 1960 et 1969, alors que le taux moyen de croissance de la population active est de 3,4 % (3).

Succès de la révolution verte, échec sur le plan de l'emploi : la réforme agraire vénézuélienne n'aura pas apporté une correction fondamentale aux déformations du capitalisme agraire : elle en aura au contraire favorisé l'expansion, en apportant un attermoisement à la gravité des conflits sociaux par la création du secteur réformé.

Le Mexique nous donne un autre exemple non moins caractéristique :

Dans ses études sur l'agriculture mexicaine, Salomon Ekstein (4) montre comment, parallèlement à une croissance très significative de la production dans les entreprises de plus de 5 ha (dont M. Gutelman (5) montre par ailleurs qu'y dominent les exploitations supérieures à 200 ha).

(1) D'après *Informe del Banco Central de Venezuela*, Caracas, 1968.

(2) C.E.P.A.L., *Tendencias y estructuras de la economía de Venezuela en el último decenio*, Santiago, juillet 1972.

(3) Voir les excellentes études du C.E.N.D.E.S. (Centro de Estudios del Desarrollo Económico y Social, U.C.V., Caracas).

(4) S. EKSTEIN, cité par S. BARRACLOUGH et J. SHATAN, *op. cit.*

(5) M. GUTELMAN, *Réforme et mystification agraires en Amérique latine : le cas du Mexique*, Paris, Maspéro, 1971.

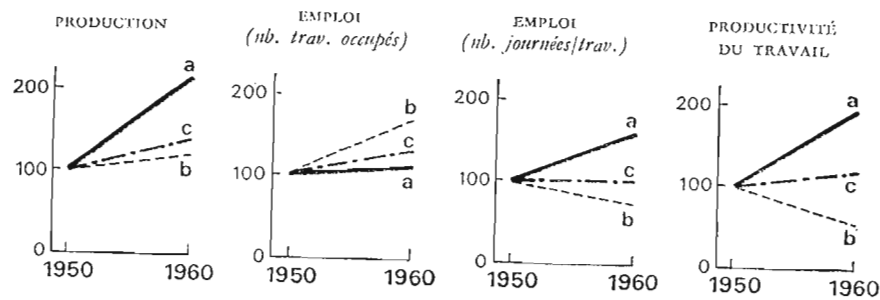
la situation de l'emploi se serait dégradée, particulièrement dans le secteur minifundiste, comme le montre le tableau ci-dessous :

Une hypothèse sur l'évolution du sous-emploi agricole entre 1950 et 1960

	Produit agricole brut (M. pesos de 1960)		Nombre de journées travaillées (10 ⁶)		Nombre de personnes occupées (× 190 ³)		Nombre journées travail/personnes occupées	
	1950	1960	1950	1960	1950	1960	1950	1960
Exploitations supérieures à 5 ha .	6 728	13 762	235,9	380,0	1 852	1 921	127	198
Exploitations inférieures à 5 ha .	1 377	1 748	41,1	46,2	852	1 293	48	36
Ejidós.....	6 125	8 375	251,9	297,5	2 342	2 867	108	104
Total	14 230	23 385	528,9	723,7	5 046	6 081		

Source : S. EKSTEIN, cité par BARRACLOUGH et SHATAN, *op. cit.*

Le graphique ci-dessous permet de mettre en évidence les évolutions correspondantes (évolution en pourcentage).



a : Exploitations supérieures à 5 ha;
b : Exploitations inférieures à 5 ha;
c : Exploitations ejidales.

Il est donc patent que les caractères contradictoires du capitalisme agraire (stagnation de l'emploi, croissance de la production) ne sont pas fondamentalement corrigés; le secteur ejidal joue là encore beaucoup plus le rôle d'amortissement de conflits sociaux que celui d'une nouvelle organisation de la production capable de satisfaire les deux exigences de la production et de l'emploi.

Pour ce qui est des pays où prédomine une agriculture d'économie lignagère incorporée au marché mondial, le Sénégal nous offre un exemple significatif des limites d'une stratégie réformatrice. Pas plus que dans le cas du Tchad, nous ne pouvons nous étendre, dans le cadre de cet article, sur les détails de l'histoire du développement agraire de la décennie 1960-1970. Pour l'essentiel, R. Dumont (1) et C. Reboul (2) ont montré récemment les contradictions qui ont surgi à la suite de l'opération « productivité »; celle-ci consistait en l'amélioration des rendements de l'arachide (et accessoirement du mil et du sorgho) par l'introduction de matériel agricole léger (semis, sarclouses et souleveuses tractées) et l'utilisation d'engrais. Deux facteurs semblent avoir joué dans la désaffectation finale des paysans pour la culture de l'arachide (production de 500 000 t en 1970 contre 1 000 000 en 1964) : les rapports de prix d'une part, et le parasitisme social des bourgeoisies nationales d'autre part. Le cours de l'arachide ayant baissé avec l'entrée des pays de la zone franc dans la C.E.E., le producteur se l'est vu acheter 3 F moins cher qu'avant (18 F C.F.A. au lieu de 21), en même temps que la subvention aux engrais et au matériel agricole baissait, renchérissant ainsi le prix d'achat par le producteur. La rentabilité de la production, déjà précaire dans des zones à pluviométrie incertaine (aggravée d'ailleurs par plusieurs années de sécheresse), a ainsi disparu : du coup les paysans ne payaient plus leurs dettes qui s'accumulaient d'année en année.

Par ailleurs, le parasitisme social des bourgeoisies urbaines et rurales a pesé, par le double intermédiaire du non-transfert au producteur de l'augmentation du cours mondial en 1968-1969 (guerre du Biafra) et par les innombrables trafics effectués sur le dos des coopérateurs par les organismes d'assistance aux coopératives.

Ce double mécanisme a donc provoqué un repli des paysans sur l'autoconsommation ; la très faible intensification du mil faisant que ce repli signifie un recul en termes de productivité et d'emploi.

Là non plus, la voie réformatrice n'a pu corriger efficacement les contraintes imposées par le marché international, ni contrôler significativement les rapports sociaux où dominent déjà des bourgeoisies urbaine et rurale en voie de consolidation.

(1) R. DUMONT, *Paysanneries aux abois*, Paris, Le Seuil, 1972.

(2) Cl. REBOUL, *Structures agraires et problèmes du développement au Sénégal*, Paris, I.N.R.A., 1972.

On est donc amené à douter des capacités des voies réformistes à lutter efficacement contre les effets de la dépendance sur les développements agraires : soit qu'elles ne puissent éviter de répercuter aux producteurs les effets de la dégradation des termes de l'échange, soit qu'elles soient incapables de corriger les effets sociaux du développement du capitalisme agraire, elles se manifestent impuissantes à réaliser à la fois une forte augmentation de la productivité/ha et un accroissement des emplois productifs.

*Les stratégies anti-impérialistes :
problèmes de la transition au(x) socialisme(s) dans les campagnes*

Un certain nombre de pays du Tiers Monde depuis vingt à trente ans (1) ont opté pour la voie d'un développement anti-impérialiste, cherchant à assurer une véritable indépendance nationale. La Chine d'abord, la Corée du Nord, le Vietnam du Nord ensuite, l'Algérie, Cuba, le Chili plus récemment en sont les exemples les plus connus. Quels résultats ont-ils obtenus en matière de productivité et d'emploi agricole ?

Il nous faut distinguer deux stratégies qui ont marqué très profondément les voies de développement choisies : la première, représentée par la Chine, est celle du développement *frontières fermées*, la deuxième, dont l'Algérie et le Chili représentent des cas très illustratifs, a opté pour le développement *frontières ouvertes*. Cette différence apparaît tout à fait fondamentale, car elle se traduit en fait par des conditionnements radicalement distincts.

Développement frontières fermées : le cas de la Chine

Les différents observateurs qui ont séjourné en Chine récemment s'accordent à reconnaître les résultats spectaculaires de son développement agraire : production minimale assurée, croissance de cette production au moins égale à l'accroissement démographique, diversification des productions, croissance de l'emploi agricole (2). A en croire ces

(1) Nous considérons à part — et hors des limites de cet article — le cas des pays de l'Europe de l'Est qui ont établi, après la guerre, leurs stratégies de développement dans un contexte très particulier (Yougoslavie et Albanie mises à part).

(2) Selon R. DUMONT, chaque paysan travaillerait 100 jours en travaux d'investissements, ayant assuré son autosubsistance avec 200 journées de travail. Voir *Chine surpeuplée. Tiers Monde affamé*, Paris, Seuil, 1965.

observateurs, la Chine aurait réussi à allier avec succès progrès de la productivité du sol et accroissement de l'emploi productif dans l'ensemble des masses paysannes, fait d'autant plus remarquable que la population paysanne est, en Chine, de l'ordre de 600 à 700 millions. Il est donc peu douteux que ce ne soit une réussite.

Nous ne nous attarderons pas sur les conditions sociales et politiques d'un tel succès; elles ont été abondamment décrites dans plusieurs ouvrages relativement récents (1). Nous voudrions insister sur quelques aspects très directement liés aux problèmes d'emploi et de productivité :

- d'une part le choix systématique de cultures et de productions intensives;
- d'autre part le choix de techniques adaptées aux ressources locales : utilisation systématique de toute forme d'engrais organique (2), du travail à la main et de la traction animale (la mécanisation ne croissant que lentement) (3);
- enfin un énorme effort d'amélioration foncière, allant de la construction de grands barrages à de très modestes travaux d'irrigation, de drainage et de D.R.S., l'investissement-travail étant la forme prépondérante de ces améliorations, et le pourcentage du temps consacré à ces tâches très élevé.

Qu'il faille y voir une alternative remarquablement efficace au sous-emploi et à la stagnation de la production n'est évidemment pas douteux. Ce qu'il nous paraît toutefois important de souligner c'est le caractère très particulier de la situation de la Chine quand elle a amorcé, avec le régime communiste, son développement autocentré, à savoir :

- le volume très réduit du marché intérieur de biens alimentaires : comme nous l'avons dit plus haut, en 1950, chaque famille agricole n'avait pas à nourrir plus de 0,6 habitant non agricole;
- l'absence de production pour l'exportation occupant un pourcentage important des superficies;
- corollairement, le fait que l'immense majorité des familles paysannes

(1) G. BETTELHEIM, J. CHARRIÈRE, H. MARCHISIO, *La construction du socialisme en Chine*, Paris, Maspero, 1968.

(2) Bien qu'en progression notoire, la fabrication d'engrais minéraux est encore très limitée (6 à 7 kg/ha en moyenne en 1969, contre 40 aux Etats-Unis et 139 en Europe occidentale).

(3) Hectares de culture par tracteur : 1 200 à 1 400 en Chine en 1969, contre 90 en U.R.S.S., 40 aux Etats-Unis et 21 en Europe occidentale.

ne disposaient d'aucun excédent vivrier (même si la rente foncière et l'usure les obligeaient à se défaire d'un pourcentage important du stock vivrier familial). La disponibilité de céréales par habitant (moyenne nationale en 1950 : 220 kg) était d'ailleurs extrêmement faible, beaucoup plus qu'elle ne l'était en Russie en 1913 (580 kg) (1);

- enfin, la disponibilité de terre par famille paysanne est une des plus faibles du monde (1 ha contre 7 en Russie en 1913).

Tout ceci faisait que l'intensification de la production agricole, et d'abord vivrière, était une question de vie ou de mort pour l'immense majorité de la population chinoise.

Par ailleurs, le degré de développement industriel en 1959 était des plus modestes, de même que le niveau des échanges extérieurs (2). La fermeture des frontières ne compromettait donc le fonctionnement que d'une fraction réduite de l'appareil productif.

C'est loin d'être le cas de beaucoup de pays sous-développés, soit que le degré de spécialisation de la production agricole vers l'approvisionnement de marchés extérieurs y soit déjà très important (cas du sucre à Cuba ou au Pérou, du vin en Algérie...), soit qu'un certain développement industriel ait provoqué à la fois une certaine diversification d'échanges et une urbanisation importante (et donc la création d'un marché intérieur de produits alimentaires).

C'est pourquoi nous croyons que la « voie chinoise », aussi remarquables qu'en soient les résultats, n'est extrapolable que là où les conditions d'un développement « frontières fermées » sont réunies. Partout ailleurs, les développements « frontières ouvertes » imposeront aux politiques agraires des contraintes très différentes.

Développements « frontières ouvertes » : le cas du Chili et de l'Algérie

Prenant en effet le cas de ces deux pays, nous voyons qu'au moment où des régimes d'orientation anti-impérialiste essaient de mettre en route un développement « indépendant », ils héritent d'un appareil productif profondément marqué par des décades de dépendance économique.

(1) Selon Lucien BRANCO, *Politique aujourd'hui*, Paris, juin 1970.

(2) Rapport du volume moyen des échanges internationaux sur le P.I.B. de l'ordre de 2 %.

Ces déformations sont largement connues; nous n'en retracerons que les principales caractéristiques :

- exportations de produits primaires (cuivre au Chili, vin, agrumes, minerais et pétrole pour l'Algérie);
- développement d'industries légères, dans le cadre d'une politique de substitution d'importations, pour la satisfaction d'une demande interne correspondant aux normes de consommation « occidentales » des couches sociales les plus favorisées;
- urbanisation intense due essentiellement à des marginaux sous-employés (au Chili, 30 % de la population nationale vit à Santiago);
- marginalisation d'une masse chaque jour plus grande de paysans pauvres (voir plus haut les effets du développement agraire capitaliste).

Mais, dans les deux cas, l'appareil productif est déjà passablement diversifié : la production industrielle et minière représente un pourcentage relativement important du P.I.B., et emploie un nombre assez élevé de travailleurs. Le niveau des échanges est élevé (la moyenne des importations et exportations représente plus de 20 % du P.I.B.). Plus spécifiquement encore, la dépendance vis-à-vis d'approvisionnements extérieurs, pour des matières premières ou des équipements industriels, est très élevée quand elle n'est pas absolue (1).

Dans ces conditions, la fermeture des frontières se traduirait par la paralysie de branches entières de l'activité économique et la mise au chômage d'un nombre très élevé de travailleurs. Elle est donc exclue d'office ; il faut alors se donner les moyens de reconstruire un appareil productif qui corrige progressivement les malformations initiales et assure la base d'une véritable indépendance nationale, c'est-à-dire une production autocentrée.

Mais pendant toute la phase transitoire, il faudra bien utiliser ce qui existe, vendre sur les marchés internationaux, s'approvisionner en équipements et en matières premières que l'on ne peut encore produire sur place, quand ce n'est pas faire appel à une collaboration de capitaux étrangers, le montant des surplus récupérables sur la production intérieure étant insuffisant à assurer un taux d'accumulation suffisant (2) : on ne rompra donc pas immédiatement avec la dépendance, on sera

(1) Au Chili, en 1962, les importations de produits chimiques, de produits métalliques, de machines et matériels électriques représentaient de l'ordre de 30 à 40 % de la consommation nationale (production + importations — exportations).

(2) C'est la thèse que soutient Ahmed AKKACHE dans son livre *Capitaux étrangers et libération économique : l'expérience algérienne*, Paris, Maspero, 1971.

obligé de composer avec elle. Bien évidemment, le fait d'établir des relations économiques avec le bloc socialiste diminue sensiblement le poids de la dépendance impérialiste (accord sur le sucre de Cuba en 1964), mais la capacité de ce bloc à absorber les productions des pays cherchant à sortir de la dépendance n'est pas illimitée (cas du cuivre chilien, du vin algérien...). En outre, quel que soit le caractère avantageux d'accords fixant des quotas déterminés à un prix fixe, ainsi que de prêts à moyen et long termes à des taux d'intérêt très faibles, la technologie importée est celle de pays déjà industriellement avancés (c'est-à-dire d'un niveau d'investissement par emploi relativement élevé). On est très loin des conditions chinoises, dont on nous dit que la technologie — y compris industrielle — a été repensée en fonction des ressources locales et des besoins de création d'emplois.

Les pays qui amorcent un développement anti-impérialiste « frontières ouvertes » sont ainsi condamnés, au moins tant que les bases de leur indépendance économique nationale ne sont pas construites, à la coexistence des secteurs de production « dualistes » :

- il leur faut, en effet, dans les branches de production pour l'exploitation (y compris dans l'agriculture), avoir des prix de revient compétitifs sur les marchés internationaux : s'agissant de pétrole, de cuivre, de sucre, de vin ou de tout autre produit, ceci suppose un niveau technologique relativement avancé, dans la gamme de celles qui sont actuellement disponibles, et donc un niveau de capitalisation (coefficient de capital) élevé, c'est-à-dire contradictoire avec une politique d'emploi massive;
- parallèlement, les branches industrielles (sidérurgie-chimie) créées pour les besoins du développement intérieur le sont obligatoirement avec des techniques relativement avancées (les seules disponibles à court terme). L'industrialisation lourde sera donc relativement peu créatrice d'emplois directs (mais ses effets indirects peuvent être générateurs d'emplois beaucoup moins coûteux);
- en face de ces « branches avancées », on trouvera, pendant un délai encore long, une production familiale ou artisanale « marginale » de très faible productivité; avec son corollaire inévitable, la marginalisation urbaine à l'intérieur et la prolétarisation à l'étranger.

(1) G. CHALIAND, J. MINCES, *L'Algérie indépendante*, Paris, Maspero, 1972.

Le cas de l'Algérie illustre dramatiquement cette situation : G. Chaliand et J. Minces (1) estiment que face à 600 000 actifs masculins disposant d'un emploi salarié en Algérie (dans l'agriculture, l'industrie ou les services publics) il y aurait 800 000 travailleurs algériens en Europe. En dix ans, 100 000 emplois nouveaux ont été créés (en 1971, on estime que 20 000 emplois industriels ont été créés et il est envisagé d'en créer de l'ordre de 30 000 par an vers la fin de la décade actuelle); mais l'accroissement démographique amène chaque année 80 000 hommes sur le marché du travail !

Dans l'agriculture se reproduira ce même « dualisme »; il se caractérise par la coexistence d'un secteur « moderne », produisant pour le marché intérieur ou le marché international, et un secteur « traditionnel » peu ou pas marchand. De façon plus explicite :

- en Algérie le secteur « moderne » est représenté fondamentalement par le secteur « socialiste » : il représente 34 % des terres (mais ce sont les meilleures) et 60 % de la valeur de la production nationale; pour les cultures d'exploitation (vignes et agrumes), il assure 92 % de la valeur de la production (1). Il est représenté en outre par la production « privée » de type déjà capitaliste;
- le secteur « traditionnel » est constitué par les quelque 600 000 exploitations de moins de 50 ha (dont 420 000 de moins de 10 ha). Ces exploitations ne fournissent qu'un surplus (en blé, en laine, en viande ou en légumineuses) dérisoire, quand il existe. Le sous-emploi y est dramatique (50 jours de travail par an par actif);
- au Chili, le secteur moderne est d'abord représenté par les exploitations capitalistes de superficie moyenne : non touchées par la réforme agraire, elles concentrent les plus gros moyens de capital (matériel et bétail) et assurent probablement plus de 60 % de la production commercialisée sur le marché intérieur. Le secteur réformé, bien que regroupant près de 45 % des terres, est très sous-capitalisé et n'est encore que très modestement intensif. Comme les domaines autogérés algériens, les *asentamientos* et autres C.E.R.A.S. chiliens sont largement déficitaires;
- parallèlement, nous trouvons une petite agriculture familiale marchande, peu nombreuse et économiquement peu puissante, et surtout une grande masse de minifundistes peu ou pas marchands, dont la

(1) Voir Tami TIDAFI, *L'Agriculture algérienne et ses perspectives de développement*, Paris, Maspero, 1969.

situation n'est souvent pas beaucoup supérieure à celle des petits fellahs algériens : les 190 000 exploitations correspondantes n'ont guère plus de 5 % de la S.A.U. et 17 % du capital (encore est-il d'une qualité très médiocre); mais on y trouve les deux tiers de la force de travail permanente.

Dans les deux cas (Chili et Algérie) une contrainte absolue pèse sur le développement agricole : approvisionner le marché national et international. Dans les deux cas les rapports de prix imposent des techniques très intensives et ne sont compatibles avec un niveau massif d'emploi qu'avec des rendements/ha très élevés : associer des rendements/ha médiocres et un emploi même moyennement élevé signifie obligatoirement un déficit; or c'est ce qu'on observe actuellement.

Au Chili comme en Algérie, règne dans le secteur réformé (ou autogéré) un malaise qui se traduit par une grande démobilitation des travailleurs : soumis à un contrôle bureaucratique très pesant pour toutes les décisions importantes (plan de culture, crédits, investissements, commercialisation de nombre de produits), les mécanismes des participations qu'on leur propose sont, soit faussés au départ par le poids de la bureaucratie, soit au-delà de leur capacité d'auto-organisation (eu égard aux dimensions des entreprises réformées). Tout se passe comme si on leur avait imposé un modèle d'organisation considéré (par d'autres qu'eux-mêmes) comme avancé (dans le sens de relations socialistes de production) tout à fait incohérent avec le degré actuel d'organisation possible des travailleurs et avec le degré de socialisation (et non seulement de nationalisation) du reste de l'économie.

Parallèlement, le secteur traditionnel stagne (c'est-à-dire qu'il s'appauvrit, et sa force de travail se prolétarise et se marginalise de plus en plus), en même temps que les sols qu'il exploite se dégradent, s'épuisent, s'érodent. Est-ce réhibitoire ? Tant que le gouvernement ne dispose pas d'un surplus social suffisant pour réaliser dans ce secteur les investissements fonciers et les améliorations nécessaires (travaux de D.R.S., barrages, engrais, plantations...), il n'y a guère d'espoir possible, au moins pour une amélioration massive. On peut en effet douter de la possibilité d'organiser une véritable mobilisation de la paysannerie (1) pauvre dans une économie profondément dualiste.

(1) Nous pensons à une mobilisation « à la chinoise », permettant de réaliser une multitude des petits et grands travaux d'amélioration foncière.

Par contre, dès qu'il existe un surplus disponible pour une amélioration foncière des exploitations pauvres, la situation peut sans doute être renversée. Ce devrait être le cas en Algérie, où le lancement de la révolution agricole coïncide avec une augmentation des capacités d'investissement nationales (1). On peut donc espérer combiner une certaine mobilisation paysanne avec la mise en place de moyens de production importants (engrais, semences, plants, tracteurs...).

Ce n'est évidemment pas encore le cas au Chili, où le gouvernement qui ne contrôle toujours qu'une partie des moyens de production nationaux (et dont le pouvoir politique est encore incertain), est incapable de dégager des surplus importants au bénéfice de la paysannerie pauvre. Ceci n'est en effet possible qu'au-delà d'un certain délai de reconstruction de l'économie nationale et de stabilisation politique (contrôle de l'opposition des classes possédantes).

Le secteur traditionnel, dans le cadre du développement « frontières ouvertes », est donc condamné, à notre sens, à « attendre son tour », c'est-à-dire que les conditions générales du développement national permettent un « renversement de la vapeur »; nous entendons par là un flux important d'investissements (2) : l'empreinte laissée par des décades de développement capitaliste dépendant ne saurait être effacée du jour au lendemain.

En tout état de cause, quel que soit le caractère encore dualiste des économies de type moderne et traditionnel, il existe entre elles, à terme, des complémentarités évidentes : le secteur moderne bénéficiant des meilleures terres, c'est lui qui devra assurer le plus d'emplois productifs, que le secteur traditionnel, même très intensifié, ne saura fournir. En outre, qu'il s'agisse d'élevage, de multiplication de semences, d'équipement, le secteur moderne devra fournir des services que l'autre ne saurait prendre en charge.

Encore faut-il que le secteur « moderne » soit adapté aux conditions concrètes que lui impose le développement « frontières ouvertes », c'est-à-dire qu'il ne lui soit pas demandé de matérialiser des relations de production « avancées », alors que le contexte social est celui d'une

(1) Due à la fois à l'accroissement de la production non agricole, à une défense systématique des intérêts nationaux face aux grands monopoles internationaux, et à une politique d'austérité nationale (qui, sans être absolument égalitaire, n'en produit pas moins des effets certains).

(2) Il est d'ailleurs exclu que les paysanneries pauvres regardent pendant des décennies le reste du pays se développer sans qu'elles-mêmes en soient bénéficiaires.

transition difficile vers le socialisme. Les modèles d'organisation correspondants doivent surgir sur place, en fonction des conditions concrètes (type de production, ressources disponibles, marché à approvisionner) et du niveau d'organisation que les paysans sont disposés à accepter et à prendre en charge par eux-mêmes. Ceci implique bien sûr une transformation profonde du rôle de l'Etat (dans le sens, en particulier, d'une décentralisation poussée).

En tout état de cause, force est de constater que les développements agraires, dans le cadre du développement anti-impérialiste « frontières ouvertes » ne peuvent résoudre que très progressivement le double défi de la productivité et de l'emploi. Au moins les perspectives sont-elles ouvertes (ce qui n'est pas le cas des voies libérales et réformistes). Il est certes incontestable que seul le développement autocentré frontières fermées offre des possibilités relativement rapides; encore faut-il qu'il soit possible, et nombre de pays du Tiers Monde nous paraissent être exclus, à court terme et du fait de l'héritage de la dépendance, de cette voie.